ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - JUIN 88 - CIRCONSCRIPTION DE PONTIVY

Electrices et Electeurs,

François Mitterrand est réélu. Chirac, Barre, Le Pen voulaient s'emparer du pouvoir : ils ont été repoussés. Comme toujours lorsqu'il s'agit de s'opposer à la droite et à l'extrême-droite, le Parti Communiste y a contribué. Ce danger a ainsi pu être écarté. Nous l'avons fait parce que notre Parti est le partisan résolu de l'union des forces populaires, et qu'il n'a rien voulu faire pour les diviser.

Sitôt réélu, François Mitterrand a nommé Michel Rocard, Premier Ministre, en lui donnant pour mandat de former un gouvernement constitué de ministres socialistes et de ministres de la droite dite « centriste », il comprend trois ministres UDF.

François Mitterrand a jugé que ce n'était pas suffisant. Il a déclaré à la télévision : « L'ouverture que j'appelle de mes vœux n'a pu se réaliser jusqu'ici aussi largement que je l'avais souhaité ». Pour permettre cette « ouverture » au gouvernement, a-t-il ajouté, il faut une « majorité solide et stable » qui lui corresponde à l'Assemblée Nationale. Il a donc décidé de dissoudre celle-ci et de provoquer des élections législatives.

Ainsi, comme le Président de la République l'a expliqué, ces élections ont pour but de préparer une alliance durable, au Parlement et au gouvernement, entre le Parti Socialiste et une partie de la droite pour mettre en œuvre la politique liée à « l'Europe de 1992 ». Tout est écrit noir sur blanc dans les rapports officiels, cela signifie : encore plus de chômage, de pauvreté, de pression sur le niveau de vie, d'attaques contre les acquis sociaux et démocratiques, d'atteintes à la souveraineté de la France avec en retour de nouveaux et somptueux avantages pour le grand patronat.

Notre parti ne peut pas se rallier à un tel projet. Chacun le comprendra. Nous, nous agissons en faveur du rassemblement des forces de gauche pour changer de politique. C'est le contraire que le Parti Socialiste propose aujourd'hui : une coalition avec les dirigeants de l'UDF voire du R.P.R. Comment croire qu'une politique de gauche pourrait résulter de telles alliances ? Jamais la droite n'a soutenu autre chose qu'une politique de droite.

Vous allez donc avoir besoin de beaucoup vous défendre et d'être beaucoup défendus. Quel qu'ait été votre vote antérieur, vous pourrez compter sur nous.

En votant communiste le 5 juin, vous donnerez plus de poids aux revendications contenues dans notre programme :

> **Le SMIC à 6 000 F, l'élévation du pouvoir d'achat des salaires ; la revalorisation des retraites et du revenu paysans ; 3 000 F minimum pour les plus démunis grâce à un véritable impôt sur les grandes fortunes, réduction du budget de surarmement au profit notamment de l'école..., vous refuserez les idées racistes et rétrogrades.**

En votant communiste le 5 juin, vous direz au patronat et à la droite en place depuis des années dans cette circonscription que vous n'êtes pas résignés à vous laisser faire et vous indiquerez à François Mitterrand que c'est cette voie et non celle d'une politique de droite que vous souhaitez voir prendre à notre pays.

Chaque voix communiste va être ainsi une voix d'opposition franche à la droite et à l'extrême-droite, une voix au service de l'union dans l'action des forces populaires pour une politique de gauche, une voix pour la fidélité aux valeurs essentielles de la gauche.

Tel est le sens du vote pour

LES CANDIDATS DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE
présentés par le Parti Communiste français.



Jean-Paul JARNO

Conseiller en formation continue
et son remplaçant :

Emile ROBIN

Imp. Centrale, Lorient